

## **Projet de règlement grand-ducal**

**déterminant les modalités de la formation spéciale, de l'examen de fin de formation spéciale et de promotion des fonctionnaires de la rubrique « Administration générale » au sein de l'Armée luxembourgeoise**

---

### **Avis du Conseil d'État**

(20 février 2018)

Par dépêche du 28 novembre 2017, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de la Défense.

Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière ainsi que d'une fiche d'évaluation d'impact.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 22 décembre 2017.

### **Considérations générales**

Le projet de règlement grand-ducal sous avis fixe le programme de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive des fonctionnaires stagiaires auprès de l'Administration générale au sein de l'Armée. Il suit de près le libellé de règlements traitant les mêmes matières pour d'autres administrations. En effet, en exécution de l'article 6, paragraphe 3, de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique « (...) les programmes de formation spéciale ainsi que l'appréciation des épreuves sont déterminés pour chaque administration par règlement grand-ducal. Ce règlement fixe également, pour les fonctionnaires visés à l'article 5 de la présente loi, la durée de la formation spéciale théorique qui ne peut pas être inférieure aux limites fixées ci-après :

- 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A1;
- 100 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A2 ;
- 110 heures pour les stagiaires du groupe de traitement B1;
- 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement C1 ;
- 60 heures pour les stagiaires des groupes de traitement D1, D2 et D3. »

Par ailleurs, le projet de règlement grand-ducal détermine les modalités de l'examen de promotion pour les différents groupes de traitement ainsi que l'organisation et l'appréciation desdits examens.

## Examen des articles

### Article 1<sup>er</sup>

Sauf à disposer que le programme de formation spéciale théorique se compose des deux parties suivantes : organisation et culture de l'administration et missions et attributions de l'administration, l'article sous revue ne contient aucun apport normatif propre. Il ne fait, en effet, que reprendre ce qui est déjà fixé dans la loi précitée du 15 juin 1999, et est donc à omettre. Quant au contenu de la formation spéciale, le règlement grand-ducal sous avis est censé déterminer le programme de formation spéciale. Le Conseil d'État estime que les termes « organisation et culture de l'administration » et « missions et attributions de l'administration » ne déterminent pas avec la précision requise ledit programme. Il estime par conséquent qu'il y a lieu de déterminer, de façon univoque et avec précision, les matières, voire les branches soumises à examen.

### Article 2

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article sous revue dispose que les matières des différents examens de la formation spéciale sont fixées par règlement ministériel. Or, d'après l'article 6, paragraphe 3, de la loi précitée du 15 juin 1999, les programmes de formation spéciale ainsi que l'appréciation de ces épreuves sont déterminés pour chaque administration par règlement grand-ducal. Un règlement ministériel pourra valablement préciser le contenu de la formation, mais devra se baser sur les programmes définis par le règlement grand-ducal. Il y a lieu d'insérer le programme de l'examen au projet de règlement grand-ducal sous rubrique, à l'instar d'autres textes réglementaires déterminant les modalités et les programmes pour des examens semblables auprès d'autres administrations.

### Article 3

À l'alinéa 3, il faut écrire :

« La dispense est accordée sur demande du stagiaire concerné par le ministre ayant la Défense dans ses attributions après avoir demandé l'avis du chef d'État-major. »

En effet, cette reformulation aurait pour avantage d'éviter un blocage du processus décisionnel au cas où le chef d'État-major ne donnerait pas d'avis.

Ne faudrait-il pas, à l'alinéa 4, prévoir qu'un « certificat de présence est à remettre [ou à produire] pour les cycles de formation suivis par le stagiaire dans le secteur privé, une institution à l'étranger ou une administration autre que l'Armée luxembourgeoise » ? En effet, l'établissement dudit certificat revient aux institutions visées par cette disposition. Dans la rédaction actuelle, elle pourrait se lire comme une obligation pour ces dernières, laquelle dépasse le cadre légal servant de base au projet sous examen. Par ailleurs, quelle serait la conséquence pour lesdites institutions en cas de refus d'établissement d'un tel document ?

### Article 4

Sans observation.

## Article 5

Au paragraphe 3, alinéa 3, le Conseil d'État tient à attirer l'attention des auteurs du texte en projet sur le caractère aléatoire du critère du nombre de pages que doit comprendre un mémoire. Partant, il est suggéré de remplacer ce critère par une référence au nombre de signes.

À l'alinéa 5 du même paragraphe, il suffit d'écrire « (...) présente son mémoire de manière orale à la commission. » en omettant les termes « et de façon succincte ».

Le Conseil d'État note que le tableau censé renseigner sur les matières à étudier pour l'examen de fin de formation spéciale, semble comporter une seule épreuve à 60 points au sein de laquelle 30 points sont destinés à évaluer le savoir du candidat concernant l'organisation et la culture de l'administration, et 30 points sont attribués aux questions relatives aux missions et attributions de l'administration. Sachant que le stagiaire réussit s'il obtient au moins les deux tiers du total des points et si, parallèlement, il atteint au moins la moitié des points dans chaque matière, se pose la question de savoir si l'épreuve sur 60 points est considérée comme évaluant une seule matière ou si, par contre, les deux sujets portant chacun sur 30 points constituent deux matières pour lesquelles il faut avoir atteint chaque fois la moitié des points ? Selon l'article 1<sup>er</sup>, il semble que c'est la deuxième lecture qui s'impose. Le Conseil d'État renvoie, par ailleurs, à l'observation formulée à l'endroit de l'article 1<sup>er</sup> quant à la détermination des matières, voire des branches d'examen.

## Article 6

Le Conseil d'État renvoie aux observations qu'il a formulées à l'endroit de l'article 1<sup>er</sup> concernant l'interprétation de la répartition des points et la détermination des matières, voire des branches d'examen.

## Article 7

Le paragraphe 2 de l'article 7 porte sur l'échec et l'ajournement lors de l'examen de fin de formation spéciale. Contrairement aux textes réglant la même matière dans d'autres administrations, les auteurs omettent de prévoir l'éventualité où un candidat serait empêché de participer à une ou plusieurs épreuves de l'examen pour une raison indépendante de sa volonté. Afin de combler cette lacune, les auteurs pourraient s'inspirer, par exemple, du règlement grand-ducal du 28 juillet 2017 arrêtant les modalités, les programmes et les modalités d'appréciation des résultats des examens de fin de stage en formation spéciale et des examens de promotion à l'Administration de l'enregistrement et des domaines<sup>1</sup>.

Le Conseil d'État considère en outre que le stagiaire n'a pas l'obligation de se présenter une seconde fois à l'examen, mais qu'il en a le droit. La première phrase du paragraphe 2 est à adapter en conséquence.

---

<sup>1</sup> Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg – Mém. A – n° 754 du 21 août 2017.

## Articles 8 à 11

Sans observation.

## Article 12

Concernant l'obligation du candidat qui ne s'est pas présenté à une ou plusieurs épreuves de l'examen de promotion de se présenter une deuxième fois auxdites épreuves, le Conseil d'État renvoie à l'observation qu'il a faite à l'endroit de l'article 7, paragraphe 2, première phrase.

## Article 13

Sans observation.

# **Observations d'ordre légistique**

## Observations générales

Le groupement usuel d'articles se fait en chapitres qui peuvent être divisés en sections. Par ailleurs, lorsqu'il est recouru exclusivement à des chapitres, ceux-ci tout comme, le cas échéant, les sections afférentes sont numérotées en chiffres arabes. Partant, il convient de remplacer les titres par des chapitres ainsi que les chapitres par des sections et de remplacer les chiffres romains par des chiffres arabes.

Les points entre le numéro du groupement d'articles et le trait d'union précédant l'intitulé desdits groupements sont à omettre. Par ailleurs, il convient de supprimer les crochets entourant les intitulés d'article.

Il y a lieu d'écrire « chef d'État-major » avec une lettre « c » minuscule aux endroits pertinents du dispositif.

Il convient également de compléter le terme « Armée » en écrivant « Armée luxembourgeoise » aux endroits pertinents du projet sous avis.

## Intitulé

L'intitulé n'est pas à faire suivre par un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrases.

## Préambule

À l'endroit des ministres proposant, il y a lieu d'écrire « Gouvernement en conseil » avec une lettre « c » minuscule.

## Article 1<sup>er</sup>

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, il faut écrire « [...] qui se composent des deux parties suivantes [...] ». Par ailleurs, il y a lieu d'écrire « porte » au singulier, étant donné que le terme se rapporte au « programme d'examen ».

### Article 3

À l'alinéa 4, il faut écrire « [...] les cycles de formation suivis [...] ».

### Article 4

Au paragraphe 5, il faut écrire « Le stagiaire qui [...] ne se présente pas [...] ».

### Article 5

Il convient d'écrire « président de la commission d'examen » de même que « commission d'examen » aux endroits pertinents.

### Article 11

L'observation d'ordre légistique sous l'article 5 vaut également pour l'article sous avis.

### Article 13

À l'endroit de la formule exécutoire et de publication, il convient d'écrire « ministre » avec une lettre initiale minuscule.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 19 votants, le 20 février 2018.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes